

Réaction au projet de loi sur la gouvernance du transport collectif à Montréal

Le cadre financier toujours absent

Montréal, le 12 novembre 2015 - TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, accueille avec déception le dépôt du projet de loi 76 du gouvernement *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal*. Sans nouveau cadre financier ni budgets supplémentaires, les responsables métropolitains ne seront pas outillés pour faire face au vrai problème.

« Encore une fois, on dépense beaucoup d'énergie pour oui, améliorer la gouvernance, mais on n'offre aucune garantie qu'on va améliorer les services. Le gouvernement avait une occasion de s'attaquer au sous-financement des transports collectifs et il ne l'a pas fait » a commenté Philippe Cousineau Morin, coordonnateur affaires publiques et communications à Transport 2000.

L'Alliance réitère qu'il faut un nouveau cadre financier pour le transport collectif, inscrit à l'intérieur d'une politique québécoise du transport collectif.

-30-

Renseignements :

Philippe Cousineau Morin
514-799-1906
info@transitquebec.org